

La crise sociale française : des nouvelles précarités, des salariés plus isolés

Article d'Eric Marin, paru dans Le Monde, le 22-11-05

Au premier regard, la société française reste la société de classes qu'elle était dans les années 1950, avec un haut et un bas bien identifiés, se reproduisant implacablement de génération en génération.

Non seulement les classes populaires (ouvriers et employés) n'ont pas disparu, mais elles représentent toujours la majorité de la population active (environ 60 %). En apparence, leur situation salariale reste également très stable : un ouvrier (ou un employé) gagne 2,5 à 3 fois moins qu'un cadre, aujourd'hui comme il y a vingt ans. De même, le chômage touche toujours 3 ou 4 fois plus souvent les ouvriers ou les employés que les cadres. Enfin, la démocratisation de l'accès à l'enseignement secondaire n'a pas vraiment atténué les inégalités considérables de perspectives scolaires et sociales pour les enfants des différentes catégories.

L'échec scolaire au primaire et au collège reste 4 à 5 fois plus fréquent chez les ouvriers que chez les cadres : une majorité des enfants de cadres finiront cadres et une toute petite minorité (moins de 10 %) finiront ouvriers ou employés ; inversement, une majorité des enfants d'ouvriers finiront ouvriers ou employés. En somme, si l'on regarde le paysage à partir des catégories forgées dans l'après-guerre — ouvriers, employés, cadres, etc. —, il nous renvoie l'image d'une France très stable.

Et pourtant, tout a changé.

Le symptôme le plus cru en est la crise générale de la représentation politique : des pans entiers du salariat modeste ont déserté la gauche et ne se sentent plus du tout représentés par les partis traditionnels. En mai 1981, le Parti socialiste rassemblait 74 % du vote ouvrier ; en avril 2002, il n'en captait plus que 13 %. La droite parlementaire ne profite guère de ce rejet : le vote des classes populaires a d'abord nourri la montée de l'abstention et, en second lieu, le vote pour les extrêmes. Lors de la dernière élection présidentielle, près du tiers des ouvriers qualifiés et des contremaîtres ont voté pour l'extrême droite.

Que s'est-il donc passé ? En réalité, les instruments mobilisés pour décrire le social racontent une société en trompe-l'oeil.

Les mêmes mots — ouvriers, professions intermédiaires, cadres... — décrivent des réalités sociales n'ayant plus beaucoup à voir avec la situation des années 1970. La classe ouvrière puissante et organisée a cédé la place à un nouveau prolétariat de services, invisible et dispersé. Employés de commerce, personnels des services directs aux particuliers, chauffeurs, manutentionnaires... Quelques métiers de services peu qualifiés regroupent désormais à eux seuls plus de 5 millions d'actifs, près de 3 fois plus que les ouvriers qualifiés de type industriel, figure naguère centrale de la classe ouvrière.

Un peu plus haut dans la hiérarchie salariale, les professions intermédiaires se divisent de plus en plus profondément entre une fonction publique surdiplômée, agressée par le rétrécissement du périmètre de l'Etat, et des classes moyennes du privé de plus en plus menacées par l'insécurité professionnelle. Plus haut encore, les emplois de cadres se sont multipliés, mais leur statut s'est inexorablement banalisé, surtout dans le privé : un nombre croissant d'entreprises gèrent leurs effectifs de cadres comme auparavant ceux

de leurs salariés ordinaires.

Un même mouvement de fragilisation des relations d'emploi traverse le haut comme le bas de la société, divisant et transformant les anciennes classes sociales. Encore résiduels au début des années 1980, les contrats à durée déterminée représentent désormais plus des deux tiers des embauches. Ils sont devenus un passage obligé pour quiconque doit trouver ou retrouver un emploi. Un tiers seulement des contrats temporaires sont transformés en contrats à durée indéterminée.

Les emplois se créent aujourd'hui dans des termes plus incertains que naguère. Par la suite, leur destin s'écrit de façon également beaucoup plus aléatoire. Au-delà des hauts et des bas de la conjoncture, le risque annuel de perte d'emploi pour le chômage a augmenté en vingt ans de 30 % environ, dans tous les métiers salariés. Aux pires moments des restructurations du début des années 1980, 4 % des salariés perdaient leur emploi pour se retrouver au chômage l'année suivante. Quinze ans plus tard, durant la phase exceptionnelle de créations d'emplois de la fin des années 1990, ce même taux de perte d'emploi était supérieur à 5 %. La croissance n'endigüe plus la montée de l'insécurité des emplois, laquelle est surtout très nette dans le secteur des services.

La fragilisation des relations d'emploi touche tout le monde, mais à des degrés divers. Les métiers d'ouvrier et d'employé sont certes davantage exposés que les métiers plus qualifiés, mais — au sein de chaque grande classe sociale — les emplois impliquant une relation de service sont davantage exposés que les autres. Plus de 25 % des employés de commerce et des personnels des services directs aux particuliers sont au chômage ou sous contrats à durée limitée, près de 2 fois plus que la moyenne nationale. Les inégalités de salaires sont restées très stables en France, mais les inégalités d'exposition à des conditions d'emploi fragiles ont augmenté considérablement.

La proportion d'ouvriers sous contrats précaires est aujourd'hui 7 fois plus forte que celle des cadres, alors que ce rapport n'était que de 1 à 4 vingt ans plus tôt. Ces nouvelles formes d'inégalité sont aujourd'hui bien plus profondes que dans la plupart des autres pays occidentaux. Elles génèrent des disparités de statut inédites, assez spécifiques à la France et qui sont en réalité des inégalités dans le rapport à l'avenir et dans le degré de socialisation. Elles représentent l'une des dimensions essentielles de la nouvelle architecture sociale.

Beaucoup plus que la mondialisation, c'est l'avènement d'une économie tournée vers la production de services qui transforme la condition salariale (les métiers ouvriers eux-mêmes s'exercent désormais en majorité dans les services). Au fur et à mesure qu'elles s'enrichissent, nos sociétés se détournent des produits industriels standardisés. Les entreprises industrielles elles-mêmes deviennent un lieu où se créent de plus en plus d'emplois de services (services d'études et de commercialisation notamment), à la périphérie de la production à proprement parler.

Plus fragile, le salariat est également isolé dans des structures de production plus petites où les rapports avec l'employeur, le client et le marché sont plus personnels et directs. Lors de la grande période de désindustrialisation (1980-1995), la taille des entreprises françaises s'est homogénéisée et a diminué en moyenne d'un tiers. Les enquêtes sur les conditions de travail révèlent que cette évolution s'accompagne d'une multiplication des tensions liées à la pression directe du marché, du client. Plus du tiers des ouvriers doivent désormais respecter des délais de production inférieurs à une heure.

L'éclatement du salariat dans de petites structures de services favorise également l'émergence d'arrangements extrêmement divers sur les horaires et les conditions de

travail entre employeurs et salariés. Cette évolution rend très difficiles l'identification de problèmes communs entre salariés d'entreprises différentes et l'émergence d'identités collectives, et complique le travail de représentation des syndicats, lesquels sont très peu implantés dans les nouveaux secteurs de services. Pour les salariés, la multiplicité et l'hétérogénéité des arrangements locaux sont la source d'un sentiment diffus d'injustice, d'arbitraire et d'illisibilité du monde du travail. La nouvelle entreprise capitaliste a peu à peu cessé d'être pourvoyeuse d'identité et de statut social. De ce point de vue, le fossé s'est creusé entre le salariat des grandes entreprises et celui des PME, le salariat du privé et le salariat du public.

Le statut de la fonction publique apparaît de plus en plus comme un privilège aux yeux des salariés du privé, dont l'horizon d'emploi s'est rétréci et les conditions de travail durcies. Mais les salariés du public connaissent d'autres difficultés : durant ces années de chômage de masse, la fonction publique a été le refuge d'un nombre croissant de surdiplômés. Ces nouvelles générations de fonctionnaires ont le sentiment d'avoir déjà payé leur statut par une forme de déclassement. Elles ressentent comme d'autant plus injuste toute tentative de remise en question des termes du contrat qu'elles ont signé avec l'Etat.

Le malentendu et les clivages entre public et privé sont de fait de plus en plus saillants. Les résultats exprimés lors de la dernière élection présidentielle ont révélé une distance tout aussi grande entre les classes moyennes du privé et du public qu'entre les classes populaires et les classes moyennes. Gagnées par l'abstention et tentées par l'extrême droite, les classes moyennes du privé rejettent de plus en plus radicalement la société en train de s'édifier.

De nouvelles distances se creusent entre ceux que leurs statuts et leurs diplômes protègent devant l'avenir et les autres. Elles ne sont nulle part aussi visibles que sur le territoire et dans les choix résidentiels. Les changements de résidence restent en France relativement fréquents (10 % par an environ), mais ils ne donnent lieu à aucun brassage social.

Parmi les personnes changeant de résidence, les plus aisées, les plus diplômées, se massent de plus en plus exclusivement dans les quartiers les plus riches, et ainsi de suite, les plus pauvres n'ayant par défaut que les quartiers les plus déshérités pour emménager. Au final, les populations les plus riches se concentrent dans quelques territoires seulement, plus encore aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Les quartiers sensibles ne sont qu'une conséquence d'un processus de séparation traversant toute la société.

L'âpreté de la ségrégation territoriale rend sensible un changement très profond dans la façon dont les classes sociales se définissent désormais les unes par rapport aux autres. La désindustrialisation a sonné le glas de catégories sociales complémentaires dans le processus de production et sur le lieu de travail. La complémentarité et la coexistence des différentes classes sociales sur les lieux de production disparaissent au profit de relations de clients à donneurs d'ordres, c'est-à-dire de relations médiatisées par le seul marché.

En forçant le trait, on pourrait dire que plus rien ne soude entre elles les différentes fractions de classes, elles n'ont plus rien à négocier et partager. Cette évolution libère et met à nu les tensions purement séparatistes et endogamiques qui sommeillent dans notre société.

Biographie

Eric Maurin, 42 ans, est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) depuis 2004. Ancien élève à Polytechnique et à l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (Ensaé), il a d'abord fait carrière à l'Insee. Economiste, il aborde les questions de société à partir de statistiques inédites.

Son dernier ouvrage, *Le Ghetto français* (La République des idées/Le Seuil, 96 p., 10,50 euros), décrit les mécanismes de ségrégation en France.